



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/873

ARRETE

du **29 JUL. 2015** portant mise en demeure à la SEM des
**Sources de Soultzmatt de produire la justification
d'élimination réglementaire de sa tour aéro-réfrigérante
(TAR) et des produits inhérents à son fonctionnement,
pour son site de SOULTZMATT**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I,
- VU** le décret du 24 juillet 2014, paru au J.O. du 25 juillet 2014, portant nomination de M. Pascal LELARGE, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2014,
- VU** le décret du 20 janvier 2014, paru au J.O. du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014233-0001 du 21 août 2014 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2003-86-01 du 27 mars 2003 autorisant l'exploitation d'une activité d'embouteillage d'eaux de source, eaux minérales et autres boissons à Soultzmatt,
- VU** la lettre préfectorale du 8 juillet 2005 prenant acte de l'antériorité au titre du bénéfice des droits acquis de l'exploitation d'une Tour d'Aéro-Réfrigération (TAR),
- VU** la lettre préfectorale du 19 novembre 2009 relative à l'actualisation des rubriques de classement et seuils d'activité,
- VU** la déclaration de cessation d'activité d'exploitation de la TAR du 23 février 2015,

- VU** la lettre préfectorale du 21 avril 2015 demandant à la SEM des Sources de Soultzmatt de justifier de la bonne élimination des installations,
- VU** le courrier de la SEM Sources de Soultzmatt réceptionné le 4 juin 2015, communiquant notamment une attestation de remise de la TAR et de ses produits inhérents à Monsieur Samuel KREUZER dont l'activité suivante est précisée sur l'extrait Kbis : "débaras de chantiers, locaux, maisons, greniers, caves, sous-sols, récupération et vente de métaux et ferraille, élagage, entretien espace vert, vente et soldes en tous genres, tissus, lingerie, articles divers selon lots et saisons sur foires et marchés",
- VU** le rapport du 10 juillet 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que l'article 10-3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 susvisé impose que l'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et que l'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination,

CONSIDERANT que la SEM des Sources de Soultzmatt ne justifie pas que les installations de la TAR ont été éliminées dans une installation réglementairement autorisée au titre des installations classées,

CONSIDERANT que la SEM des Sources de Soultzmatt ne justifie pas que les produits inhérents à l'entretien et au traitement de la TAR ont été éliminés dans une installation réglementairement autorisée au titre des installations classées,

CONSIDERANT en conséquence que la SEM des Sources de Soultzmatt ne respecte pas les prescriptions d'exploiter de l'article 10-3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 27 mars 2003 susvisé, et que sont donc ainsi réunies les conditions qui permettent la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La SEM des Sources de Soultzmatt, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 5 Avenue Nessel à SOULTZMATT (68570) est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'article 10-3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 27 mars 2003 susvisé reprises à l'article suivant, dans le délai imparti à l'article suivant, qui s'appliquent à son établissement de Soultzmatt.

Article 2 :

Dans un délai de 2 mois et conformément aux dispositions de l'article 10-3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 27 mars 2003 susvisé, s'agissant de élimination des installations de la TAR et des produits inhérents au fonctionnement de la TAR:

« (...) L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'Environnement.

L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances. Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. En particulier, l'exploitant tient à jour la liste des transporteurs agréés qu'il utilise.

(...) ». »

Article 3 :

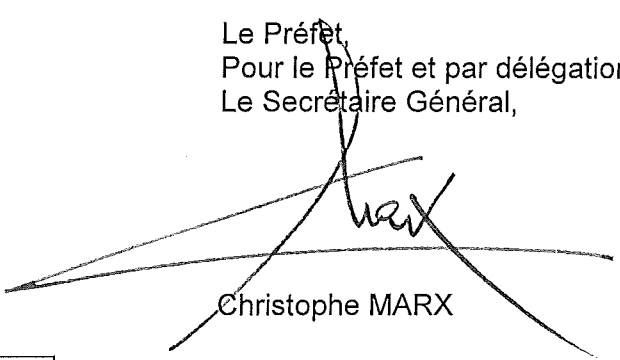
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le 29 JUIL. 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Christophe MARX

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.